

# Secrétariat et budget

- L'OMC emploie 634 fonctionnaires émargeant au budget ordinaire.

---

- En 2013, l'OMC a porté à 78 le nombre de nationalités représentées au sein de son personnel.

---

- L'OMC dispose d'un budget total de 197 203 900 CHF pour 2014.

---

- En 2013, l'OMC a inauguré un nouveau pavillon d'accueil, un atrium rénové et un nouveau bâtiment adjacent au siège existant, qui a permis de rassembler tout le personnel sur un même site pour la première fois.

---




## Secrétariat de l'OMC 140

Nouvelles recrues	140
Secrétariat de l'OMC – Organigramme	141
Répartition des fonctionnaires de l'OMC par division	142
Répartition des fonctionnaires de l'OMC émargeant au budget ordinaire par classe et par sexe	143
Répartition des fonctionnaires de l'OMC émargeant au budget ordinaire par sexe et par nationalité	144

## Budget, finances et administration 146

Dépenses consolidées 2013	148
Budget consolidé 2014	148
Contributions versées par les Membres au budget de l'OMC et au budget de l'Organe d'appel, 2014	149

### Informations de base sur le Secrétariat et le budget

Le Secrétariat de l'OMC emploie plus de 600 personnes au bénéfice d'un contrat régulier. Il coordonne les activités de l'OMC. Le budget annuel de l'OMC est financé pour l'essentiel par les contributions de ses 159 Membres.

# Secrétariat de l'OMC

**Le Secrétariat de l'OMC, dont le siège se trouve à Genève, emploie 634 fonctionnaires émergeant au budget ordinaire. Le Directeur général de l'Organisation, M. Roberto Azevêdo, a pris ses fonctions le 1<sup>er</sup> septembre 2013. Les quatre Directeurs généraux adjoints ci-après ont pris leurs fonctions le 1<sup>er</sup> octobre : Yonov Frederick Agah (Nigéria), Karl Brauner (Allemagne), David Shark (États-Unis) et Yi Xiaozhun (Chine).**

Les principales fonctions du Secrétariat sont d'apporter aux divers conseils et comités un appui technique et professionnel, de fournir une assistance technique aux pays en développement, de suivre et analyser l'évolution du commerce mondial, d'informer le public et les médias et d'organiser les conférences ministérielles. En outre, le Secrétariat fournit certaines formes d'assistance juridique dans le processus de règlement des différends et conseille les gouvernements qui souhaitent devenir Membres de l'OMC.

Les fonctionnaires du Secrétariat sont originaires de 78 Membres de l'OMC, soit un de plus qu'à la fin de 2012 du fait du recrutement, pour la première fois, d'une ressortissante russe en 2013. Le personnel professionnel se compose essentiellement d'économistes, de juristes et d'autres spécialistes de la politique commerciale internationale. On compte aussi un effectif important dans d'autres domaines, en particulier les technologies

de l'information, les finances, la gestion des ressources humaines et les services linguistiques.

Le personnel du Secrétariat émergeant au budget ordinaire comprend deux catégories : les postes professionnels (57 % des fonctionnaires) et les postes d'appui (43 %). Les femmes sont plus nombreuses que les hommes à l'OMC (334 contre 300). Parmi le personnel professionnel, on compte 42 % de femmes et 58 % d'hommes (voir les figures 2, 3 et 4). Les langues de travail sont l'anglais, le français et l'espagnol.

La Division des ressources humaines continue de répondre à l'évolution des besoins du Secrétariat. L'amélioration du comportement professionnel des fonctionnaires est la principale motivation d'un certain nombre d'initiatives clés dans le domaine des ressources humaines. Des systèmes de gestion solides ont notamment été mis en place pour permettre aux gestionnaires d'analyser les attentes du personnel et d'évaluer le comportement professionnel afin de déterminer quels fonctionnaires méritent le plus d'être récompensés.

Le Conseil du personnel de l'OMC, qui est élu par les fonctionnaires, défend les intérêts de tous les employés du Secrétariat, leur donne la possibilité d'exprimer leurs préoccupations, les aide à mieux comprendre leurs droits et leurs devoirs et représente leurs intérêts et leurs opinions auprès de la haute direction.



## Informations de base sur le Secrétariat de l'OMC

Le Secrétariat n'a aucun pouvoir de décision ; à l'OMC, toutes les décisions sont prises par les Membres. La politique de recrutement de l'OMC est fondée sur le principe de l'égalité des chances, l'objectif étant d'assurer la plus grande diversité possible au sein du Secrétariat. Il est tenu compte dans toute la mesure possible du mérite, des qualifications et de l'expérience.

## Nouvelles recrues

### **Shashank P. Kumar**

Juriste chargé du règlement des différends, Secrétariat de l'Organe d'appel

Nationalité : indienne Date d'entrée en fonctions : 25 novembre 2013

#### **Qu'est-ce qui vous a amené à postuler à l'OMC ?**

Il y a deux ans, j'ai eu la possibilité de faire un stage à l'Organe d'appel de l'OMC et j'ai beaucoup aimé le travail et l'atmosphère à la fois professionnelle et conviviale. C'est cette expérience, ainsi que les succès obtenus par le mécanisme de l'OMC dans le règlement des différends internationaux, qui m'ont donné envie de postuler.

#### **En quoi consiste votre nouvel emploi ?**

Ma principale responsabilité est de fournir une assistance au plus haut organe juridictionnel de l'OMC, c'est-à-dire l'Organe d'appel. Par ailleurs, je participe à des activités de renforcement des capacités et de formation.

#### **L'OMC est-elle bien connue dans votre pays ?**

L'OMC est plutôt bien connue en Inde. Je pense que mon pays a beaucoup bénéficié de sa participation responsable au système commercial multilatéral, de sorte que l'OMC est souvent mentionnée dans le débat public. Il y a bien entendu aussi des critiques, qui nourrissent une participation constructive de l'Inde à l'OMC.

Figure 1 : Secrétariat de l'OMC – Organigramme, au 31 décembre 2013



## « Je veux aider à garantir l'efficacité et l'efficacité du règlement des différends à l'OMC »

### Que faisiez-vous avant d'être recruté à l'OMC ?

J'ai travaillé comme juriste assistant pour deux juges de la Cour internationale de justice, le principal organe judiciaire de Nations Unies. J'ai aussi été conseiller juridique pour le Tribunal des différends irano-américains, chargé de régler les différends entre les États-Unis et l'Iran suite à la crise des otages.

### Quels sont vos objectifs ?

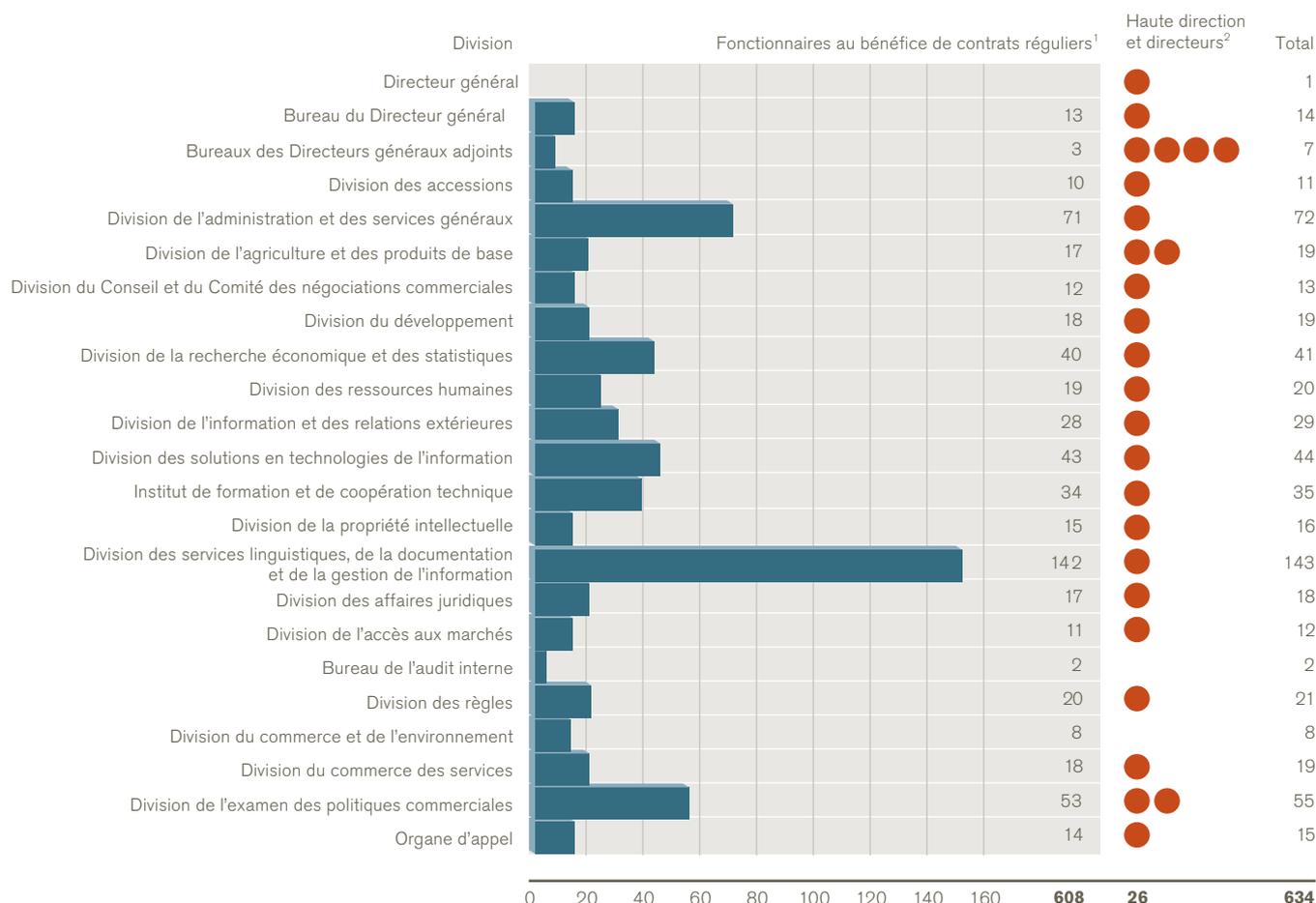
Dans l'immédiat, je veux aider à garantir l'efficacité et l'efficacité du règlement des différends à l'OMC, pendant une période qui devrait être l'une des plus chargées de l'histoire de ce mécanisme. De façon plus générale, je souhaite contribuer à faire mieux connaître, et à faire respecter, le principe de la primauté du droit au plan international.



SECRETARIAT  
ET BUDGET

Les graphiques ci-après, qui indiquent la répartition des fonctionnaires de l'OMC par sexe et nationalité, par sexe et division et par sexe et classe, sont fournis à des fins de transparence.

Figure 2 : Répartition des fonctionnaires de l'OMC par division, au 31 décembre 2013



<sup>1</sup> Postes inscrits au budget ordinaire, y compris les postes qui n'étaient pas encore pourvus.

<sup>2</sup> Postes aux grades 11 et 12.

## Nouvelles recrues

### Roberta Lascari

Analyste des politiques commerciales, Division de l'accès aux marchés

Nationalité : italienne Date d'entrée en fonctions : 18 novembre 2013

#### Qu'est-ce qui vous a amenée à postuler à l'OMC ?

À l'université, j'ai étudié les relations internationales et ma matière préférée était le commerce et les négociations internationales. Quand j'ai été acceptée pour un stage à l'OMC dès la fin de mes études, c'est un de mes rêves qui est devenu réalité. Quand j'ai quitté l'OMC pour travailler dans une autre organisation, je savais qu'un jour je reviendrais.

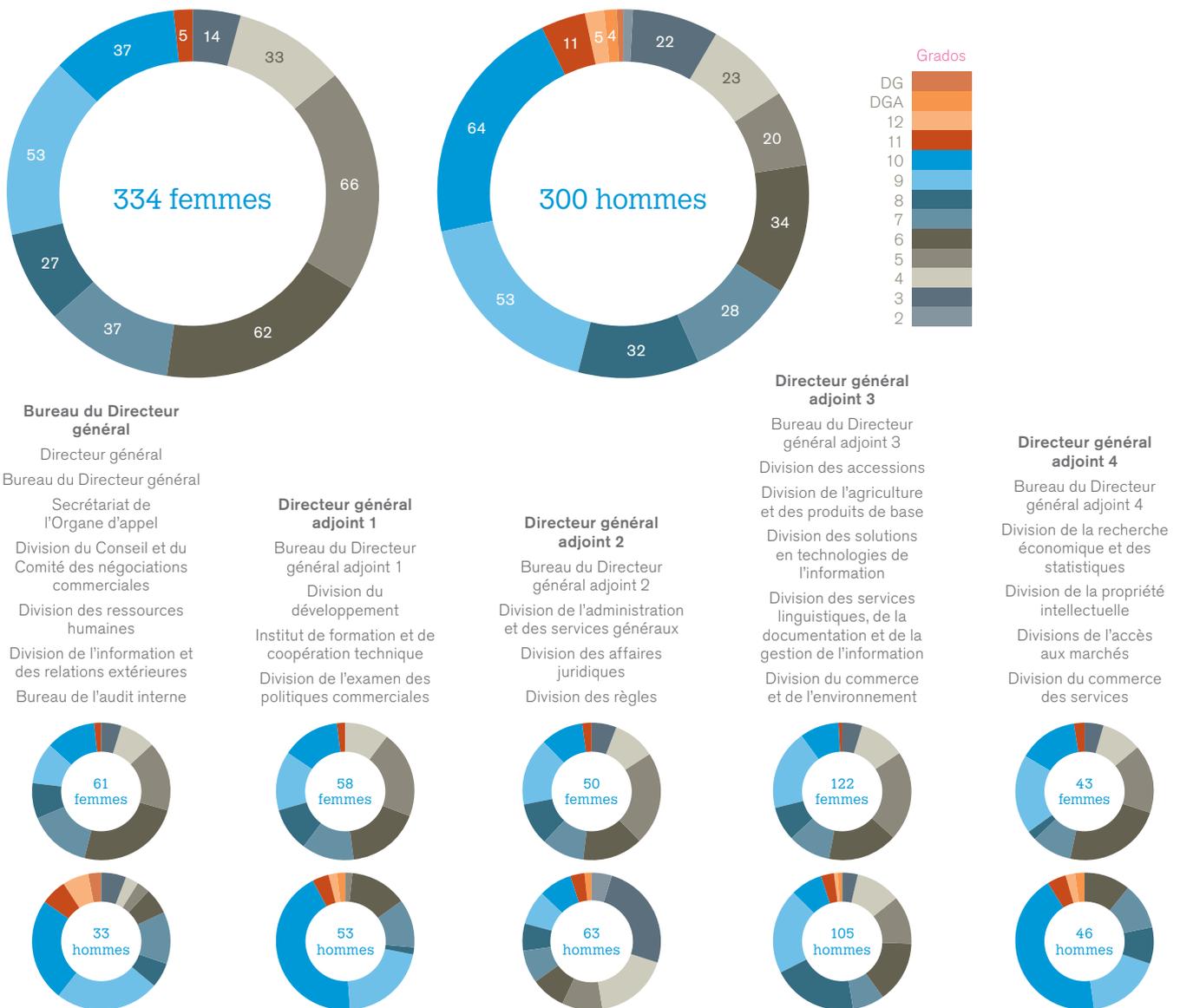
#### En quoi consiste votre nouvel emploi ?

Je m'occupe de questions relatives à l'accès aux marchés, qui vont des tarifs douaniers et des négociations aux règles d'origine et à l'évaluation en douane. La Division de l'accès aux marchés fournit aussi une assistance technique aux pays en développement pour les aider à mieux comprendre les règles de l'OMC dans ce domaine.

#### L'OMC est-elle bien connue dans votre pays ?

L'Italie est devenue Partie contractante du GATT en 1950. Mon pays a par ailleurs été bien représenté à l'OMC par M. Renato Ruggiero, Directeur général de 1995 à 1999. L'OMC est bien connue du public italien, et les médias nationaux couvrent les événements importants, comme par exemple les Conférences ministérielles.

Figure 3 : Répartition des fonctionnaires de l'OMC émergeant au budget ordinaire par classe et par sexe, au 31 décembre 2013



## « Je souhaite participer aux travaux de l'OMC qui visent à promouvoir des règles justes et prévisibles pour le commerce international »

### Que faisiez-vous avant d'être recrutée à l'OMC ?

Je travaillais au Centre du commerce international, où je m'occupais de l'assistance technique aux pays en développement pour l'élaboration de stratégies de promotion des exportations. L'aspect le plus intéressant et le plus difficile de ce travail était la collaboration directe avec des bénéficiaires du secteur privé et du secteur public. Je suis beaucoup allée en Afrique pour travailler en partenariat avec des homologues locaux.

### Quels sont vos objectifs ?

Je souhaite participer aux travaux de l'OMC qui visent à promouvoir des règles justes et prévisibles pour le commerce international. Je suis convaincue que l'OMC est une enceinte appropriée où tous les pays peuvent examiner et résoudre les questions commerciales qui les concernent et conclure des accords propres à favoriser le développement économique et social grâce au commerce.



Figure 4 : Répartition des fonctionnaires de l'OMC émergeant au budget ordinaire par sexe et par nationalité, au 31 décembre 2013

78

Le personnel du Secrétariat est composé de ressortissants de 78 pays Membres de l'OMC

### Amérique du Nord

Membre	Femmes	Hommes	Total
Canada	6	15	21
Mexique	2	5	7
États-Unis d'Amérique	19	10	29
<b>Total</b>	<b>27</b>	<b>30</b>	<b>57</b>

### Amérique du Sud/centrale

Membre	Femmes	Hommes	Total
Argentine	4	7	11
Barbade	0	1	1
Bolivie, État plurinational de	1	2	3
Brésil	4	6	10
Chili	3	0	3
Colombie	3	5	8
Costa Rica	1	1	2
Cuba	1	0	1
Équateur	1	1	2
Guatemala	1	0	1
Honduras	1	0	1
Paraguay	1	0	1
Pérou	3	4	7
Sainte-Lucie	0	1	1
Trinité-et-Tobago	1	0	1
Uruguay	0	6	6
Venezuela, République bolivarienne de	1	4	5
<b>Total</b>	<b>26</b>	<b>38</b>	<b>64</b>

## Nouvelles recrues

### Anna Varyanik

Analyste des politiques commerciales, Division des accessions

Nationalité: russe Date d'entrée en fonctions: 26 septembre 2013

#### Qu'est-ce qui vous a amenée à postuler à l'OMC ?

Ce sont les valeurs de l'OMC qui m'ont attirée. Ayant travaillé pendant longtemps dans la diplomatie commerciale internationale, j'ai commencé à défendre ardemment l'idée du système commercial multilatéral fondé sur des règles. Je voulais qu'il soit renforcé et j'avais envie d'apporter ma contribution dans la mesure du possible.

#### En quoi consiste votre nouvel emploi ?

Je m'occupe de gérer les processus d'accession à l'OMC et d'aider les gouvernements accédants pour que leur intégration dans le système de l'OMC se passe bien, y compris en leur fournissant une assistance technique.

#### L'OMC est-elle bien connue dans votre pays ?

Très bien connue. L'accession de la Russie à l'OMC en 2012 a été un moteur majeur pour le développement. Les réformes nationales associées à l'accession ont transformé l'économie russe, ce qui a inévitablement suscité un intérêt croissant de la part du public. L'OMC continue d'être un sujet central.



## Europe

Membre	Femmes	Hommes	Total	Membre	Femmes	Hommes	Total
Albanie	1	0	1	Hongrie	0	1	1
Allemagne	7	15	22	Irlande	10	1	11
Autriche	2	3	5	Italie	8	10	18
Belgique	3	2	5	Norvège	0	2	2
Bulgarie	0	3	3	Pays-Bas	2	4	6
Croatie	1	0	1	Pologne	2	2	4
Danemark	1	1	2	Portugal	1	3	4
Espagne	26	13	39	Roumanie	2	0	2
Estonie	1	0	1	Royaume-Uni	45	15	60
Fédération de Russie	1	0	1	Suède	1	2	3
Finlande	2	3	5	Suisse	21	14	35
France	97	72	169	Turquie	2	1	3
Grèce	3	2	5	<b>Total</b>	<b>239</b>	<b>169</b>	<b>408</b>

334 femmes,  
300 hommes  
Total 634

## Asie

Membre	Femmes	Hommes	Total
Bangladesh	0	1	1
Chine	6	6	12
Corée, République de	4	0	4
Inde	2	10	12
Japon	2	2	4
Jordanie	1	0	1
Malaisie	0	2	2
Pakistan	0	2	2
Philippines	5	8	13
Sri Lanka	1	2	3
Thaïlande	0	1	1
<b>Total</b>	<b>21</b>	<b>34</b>	<b>55</b>

## Afrique

Membre	Femmes	Hommes	Total	Membre	Femmes	Hommes	Total
Afrique du Sud	0	1	1	Ouganda	3	0	3
Bénin	0	2	2	République démocratique du Congo	1	1	2
Côte d'Ivoire	0	1	1	Rwanda	0	1	1
Égypte	3	2	5	Sénégal	0	1	1
Ghana	0	1	1	Tanzanie	1	0	1
Guinée	0	1	1	Tchad	0	1	1
Kenya	1	0	1	Tunisie	2	3	5
Malawi	0	1	1	Zambie	1	0	1
Maroc	1	2	3	Zimbabwe	2	0	2
Maurice	0	2	2	<b>Total</b>	<b>15</b>	<b>22</b>	<b>37</b>
Nigéria	0	2	2				

## Océanie

Membre	Femmes	Hommes	Total
Australie	5	6	11
Nouvelle-Zélande	1	1	2
<b>Total</b>	<b>6</b>	<b>7</b>	<b>13</b>

## « Je souhaite contribuer à promouvoir la primauté du droit international et l'élaboration de politiques commerciales mondiales »

### Que faisiez-vous avant d'être recrutée à l'OMC ?

Je travaille sur des questions liées à l'OMC depuis presque dix ans. De 2008 à 2013, j'étais juriste à la Mission permanente de la Russie auprès des Nations Unies à Genève et, de 2004 à 2008, j'étais juriste au Ministère du développement économique de mon pays.

### Quels sont vos objectifs ?

Je souhaite contribuer à promouvoir la primauté du droit international et l'élaboration de politiques commerciales mondiales, pour que l'OMC devienne une organisation universelle et que le cadre juridique du système commercial multilatéral soit renforcé.

## Budget, finances et administration

**En 2013, l'OMC a inauguré un nouveau pavillon d'accueil, un atrium rénové et un nouveau bâtiment rattaché à l'ancien siège, ce qui a permis de réunir pour la première fois l'ensemble du personnel sous le même toit. L'une des salles de réunion historiques, la « Salle du Brésil », a par ailleurs été rénovée. Le Comité du budget, des finances et de l'administration a régulièrement examiné la situation budgétaire et financière de l'Organisation. Un nouveau vérificateur extérieur des comptes a été désigné.**

En juin, l'OMC a officiellement inauguré son nouveau bâtiment, qui peut accueillir jusqu'à 300 personnes. Dans le cadre du projet de rénovation, l'atrium du Centre William Rappard a en outre été réaménagé et un nouveau pavillon d'accueil pour les visiteurs a été construit. La mise en place du périmètre de sécurité sera achevée en 2014. Dans ce nouvel ensemble architectural, le personnel de l'OMC est réuni pour la première fois sous le même toit.

En 2013, le Comité du budget, des finances et de l'administration a tenu sept réunions et présenté quatre rapports au Conseil général. Il a reçu et examiné sur une base trimestrielle les rapports sur la situation financière et budgétaire de l'Organisation, les arriérés de contributions des Membres et observateurs, la gestion des ressources humaines, le Régime des pensions de l'OMC et le projet de bâtiment.

Une attention particulière a été accordée aux réformes engagées dans le domaine des ressources humaines, y compris les profils d'emplois, et à l'application de la méthode d'indexation des traitements, qui détermine les hausses ou les baisses de la rémunération. Le barème des traitements de l'OMC est indexé sur ceux d'autres organisations internationales, principalement l'Organisation des Nations Unies. En application de la méthode d'indexation, le barème des traitements a été réduit de 0,86 % supplémentaires en 2013, après des abaissements respectifs de 1,0 % et 2,4 % en 2011 et 2012. Cependant, la baisse de 2013 n'a pas eu d'effet sur les salaires nets. Après consultation des Membres, le Directeur général a décidé de prolonger le gel des salaires en 2013.



### Informations de base sur le budget, les finances et l'administration

Le Comité du budget, des finances et de l'administration suit la situation budgétaire et financière de l'OMC, y compris les questions relatives au recouvrement des contributions, et assume toute fonction que lui assignent les Membres de l'Organisation. Il examine les questions relatives à la gestion des ressources humaines, reçoit les rapports de situation sur le Régime des pensions et s'occupe des questions financières et administratives ayant trait au Secrétariat de l'OMC. Il fait rapport au Conseil général.

Le Comité a soigneusement examiné le rapport annuel sur la diversité au Secrétariat de l'OMC ainsi que le rapport annuel du Bureau de l'audit interne, et a pris note de ces deux documents. Le Directeur général et le vérificateur extérieur des comptes ont respectivement présenté au Comité le Rapport 2012 sur les résultats financiers de l'OMC et le Rapport 2012 du vérificateur extérieur des comptes. Le Comité a examiné ces rapports et a proposé au Conseil général d'approuver les comptes vérifiés pour 2012.

Le Comité a recommandé que le Conseil général approuve les contributions calculées au prorata pour deux nouveaux Membres accédants : la République démocratique populaire lao et le Tadjikistan.

En ce qui concerne le projet de construction, le Comité a examiné et approuvé deux projets qui seront financés par le Fonds de fonctionnement des Membres pour la transition, pour un montant total de 900 000 CHF, y compris 200 000 CHF pour des travaux additionnels concernant le pavillon d'accueil et 700 000 CHF pour des travaux de rénovation à l'intérieur du périmètre de sécurité. Le Comité a aussi recommandé que le Conseil général approuve la version révisée du contrat d'infrastructure qui définit la relation entre les autorités suisses et l'OMC pour ce qui est du domaine immobilier occupé par le siège du Secrétariat.

Le Comité a tenu une réunion informelle extraordinaire pour examiner la question de l'augmentation des activités dans le domaine du règlement des différends et de son incidence sur les ressources du Secrétariat de l'OMC.

Comme le mandat de six ans du vérificateur extérieur des comptes actuel se termine avec la vérification des comptes de 2013, le Comité a lancé un appel à soumissionner pour identifier un nouveau vérificateur extérieur. Le Comité a établi un groupe de travail chargé d'examiner les offres reçues. Il a recommandé au Conseil général la nomination de la Bundesrechnungshof (Cour fédérale des comptes) allemande comme vérificateur extérieur des comptes du Secrétariat de l'OMC et du Régime des pensions de l'OMC pour une période de six ans à compter de la vérification des comptes de 2014.



La Salle du Brésil, initialement créée en 1937 grâce à des fonds du gouvernement brésilien, a été remise à neuf récemment et inaugurée à nouveau par le Directeur général, M. Azevêdo, le 9 septembre 2013 lors d'une cérémonie tenue au siège de l'OMC.

## Budget de l'OMC pour la période 2014-2015

Le budget de l'OMC est financé par les contributions annuelles de ses 159 Membres (voir le tableau 3) et par des recettes diverses. Ces contributions sont calculées selon une formule qui tient compte de la part de chaque Membre dans le commerce mondial. Les recettes diverses proviennent principalement des contributions des pays ayant le statut d'observateur, de la vente des publications et de la location de salles de réunion.

Le budget de l'OMC pour 2014 (voir les tableaux 1 et 2) est le suivant :

- Secrétariat de l'OMC : 190 899 300 CHF
- Organe d'appel et son secrétariat : 6 304 600 CHF.

Le budget total de l'OMC s'élève à 197 203 900 CHF

Le budget de l'OMC pour 2015 est le suivant :

- Secrétariat de l'OMC : 190 699 300 CHF
- Organe d'appel et son secrétariat : 6 504 600 CHF.

Le budget total de l'OMC s'élève à 197 203 900 CHF.

Tableau 1 : Dépenses consolidées 2013

Section	Budget 2013 CHF	Dépenses 2013 CHF	Solde 2013 CHF
Années de travail (y compris traitements et pensions)	127 783 800	119 948 582	7 835 218
Personnel temporaire	15 240 500	18 461 143	-3 220 643
Communications (y compris télécommunications et services postaux)	1 719 700	905 313	814 387
Bâtiments et installations (y compris loyers ; électricité, chauffage, eau ; entretien et assurance)	4 529 000	4 364 804	164 196
Matériel durable	1 454 000	1 352 487	101 513
Fournitures courantes	1 201 000	975 549	225 451
Services contractuels (y compris tirage des documents, bureautique et sécurité)	8 936 600	8 064 551	872 049
Dépenses générales de personnel (y compris formation et assurance)	5 162 000	4 358 655	803 345
Missions	3 157 000	2 418 544	738 456
Cours de politique commerciale	2 851 300	2 483 670	367 630
Divers (y compris groupes spéciaux chargés du règlement des différends, publications, bibliothèque et information du public)	6 258 000	5 712 588	545 412
Centre du commerce international (ITC)	18 911 000	18 067 586	843 414
<b>Total</b>	<b>197 203 900</b>	<b>187 113 472</b>	<b>10 090 428</b>

Tableau 2 : Budget consolidé 2014

Section	Budget 2014 CHF
Dépenses de personnel (y compris rémunération du personnel, avantages au titre des pensions et après la cessation de service, assurance santé et invalidité, prestations familiales et avantages accordés au personnel international)	131 415 300
Personnel temporaire (y compris personnel engagé pour une courte durée, consultants, honoraires des membres des groupes spéciaux et de l'Organe d'appel)	17 167 050
Services généraux (y compris frais de télécommunication et frais postaux, services contractuels et entretien, énergie et fournitures, documentation et publication)	15 800 700
Voyages et frais de réception	7 480 800
Total partenaires de mise en œuvre	273 000
Dépenses d'équipement (y compris achat d'actifs fixes et location de matériel)	2 966 650
Frais financiers (y compris frais bancaires et intérêts et remboursement de l'emprunt contracté pour le bâtiment)	1 230 000
Contributions au Centre du commerce international et réserves spéciales (y compris Fonds de fonctionnement de l'Organe d'appel et Fonds de fonctionnement de la Conférence ministérielle)	20 870 400
<b>Total général</b>	<b>197 203 900</b>

BUDGET TOTAL DE L'OMC EN 2014

**CHF 197 203 900**

**Tableau 3: Contributions versées par les Membres au budget de l'OMC et au budget de l'Organe d'appel, 2014**

Membre	Contribution pour 2014 CHF	Contribution pour 2014 %	Membre	Contribution pour 2014 CHF	Contribution pour 2014 %
Afrique du Sud	1 069 385	0,547 %	Équateur	215 050	0,110 %
Albanie	54 740	0,028 %	Espagne	4 590 340	2,348 %
Allemagne	16 410 270	8,394 %	Estonie	179 860	0,092 %
Angola	490 705	0,251 %	États-Unis d'Amérique	22 298 730	11,406 %
Antigua et Barbuda	29 325	0,015 %	Ex République yougoslave de Macédoine	58 650	0,030 %
Argentine	780 045	0,399 %	Fédération de Russie	4 226 710	2,162 %
Arménie	33 235	0,017 %	Fidji	29 325	0,015 %
Australie	2 584 510	1,322 %	Finlande	1 129 990	0,578 %
Autriche	2 258 025	1,155 %	France	7 988 130	4,086 %
Bahreïn, Royaume de	175 950	0,090 %	Gabon	43 010	0,022 %
Bangladesh	244 375	0,125 %	Gambie	29 325	0,015 %
Barbade	29 325	0,015 %	Géorgie	54 740	0,028 %
Belgique	4 158 285	2,127 %	Ghana	117 300	0,060 %
Belize	29 325	0,015 %	Grèce	868 020	0,444 %
Bénin	29 325	0,015 %	Grenade	29 325	0,015 %
Bolivia, État plurinational de	68 425	0,035 %	Guatemala	136 850	0,070 %
Botswana	60 605	0,031 %	Guinée	29 325	0,015 %
Brésil	2 381 190	1,218 %	Guinée-Bissau	29 325	0,015 %
Brunéi Darussalam	64 515	0,033 %	Guyana	29 325	0,015 %
Bulgarie	336 260	0,172 %	Haïti	29 325	0,015 %
Burkina Faso	29 325	0,015 %	Honduras	87 975	0,045 %
Burundi	29 325	0,015 %	Hong Kong, Chine	4 952 015	2,533 %
Cambodge	74 290	0,038 %	Hongrie	1 202 325	0,615 %
Cameroun	64 515	0,033 %	Îles Salomon	29 325	0,015 %
Canada	5 253 085	2,687 %	Inde	3 853 305	1,971 %
Cabo Verde	29 325	0,015 %	Indonésie	1 634 380	0,836 %
Chili	778 090	0,398 %	Irlande	2 128 995	1,089 %
Chine	15 921 520	8,144 %	Islande	78 200	0,040 %
Chypre	117 300	0,060 %	Israël	842 605	0,431 %
Colombie	488 750	0,250 %	Italie	6 443 680	3,296 %
Congo	56 695	0,029 %	Jamaïque	66 470	0,034 %
Corée, République de	5 526 785	2,827 %	Japon	8 850 285	4,527 %
Costa Rica	146 625	0,075 %	Jordanie	158 355	0,081 %
Côte d'Ivoire	105 570	0,054 %	Kenya	109 480	0,056 %
Croatie	287 385	0,147 %	Koweït, État du	637 330	0,326 %
Cuba	146 625	0,075 %	Lesotho	29 325	0,015 %
Danemark	1 728 220	0,884 %	Lettonie	156 400	0,080 %
Djibouti	29 325	0,015 %	Liechtenstein	46 920	0,024 %
Dominique	29 325	0,015 %	Lituanie	287 385	0,147 %
Égypte	572 815	0,293 %	Luxembourg	785 910	0,402 %
El Salvador	80 155	0,041 %	Macao, Chine	211 140	0,108 %
Émirats arabes unis	2 385 100	1,220 %			

**Tableau 3 : Contributions versées par les Membres au budget de l'OMC et au budget de l'Organe d'appel, 2014 (suite)**

Membre	Contribution pour 2014 CHF	Contribution pour 2014 %	Membre	Contribution pour 2014 CHF	Contribution pour 2014 %
Madagascar	29 325	0,015 %	République slovaque	782 000	0,400 %
Malaisie	2 181 780	1,116 %	République tchèque	1 429 105	0,731 %
Malawi	29 325	0,015 %	Roumanie	713 575	0,365 %
Maldives	29 325	0,015 %	Royaume d'Arabie saoudite	2 326 450	1,190 %
Mali	29 325	0,015 %	Royaume-Uni	7 954 895	4,069 %
Malte	80 155	0,041 %	Rwanda	29 325	0,015 %
Maroc	373 405	0,191 %	Saint Kitts et Nevis	29 325	0,015 %
Maurice	58 650	0,030 %	Saint Vincent et les Grenadines	29 325	0,015 %
Mauritanie	29 325	0,015 %	Sainte Lucie	29 325	0,015 %
Mexique	3 376 285	1,727 %	Samoa	29 325	0,015 %
Moldova, République de	39 100	0,020 %	Sénégal	44 965	0,023 %
Mongolie	39 100	0,020 %	Sierra Leone	29 325	0,015 %
Monténégro	29 325	0,015 %	Singapour	4 508 230	2,306 %
Mozambique	43 010	0,022 %	Slovénie	357 765	0,183 %
Myanmar	68 425	0,035 %	Sri Lanka	140 760	0,072 %
Namibie	50 830	0,026 %	Suède	2 365 550	1,210 %
Népal	35 190	0,018 %	Suisse	2 873 850	1,470 %
Nicaragua	46 920	0,024 %	Suriname	29 325	0,015 %
Niger	29 325	0,015 %	Swaziland	29 325	0,015 %
Nigéria	752 675	0,385 %	Tadjikistan	29 325	0,015 %
Norvège	1 657 840	0,848 %	Taipei chinois	3 032 205	1,551 %
Nouvelle Zélande	432 055	0,221 %	Tanzanie	78 200	0,040 %
Oman	328 440	0,168 %	Tchad	37 145	0,019 %
Ouganda	46 920	0,024 %	Thaïlande	2 207 195	1,129 %
Pakistan	349 945	0,179 %	Togo	29 325	0,015 %
Panama	199 410	0,102 %	Tonga	29 325	0,015 %
Papouasie Nouvelle Guinée	44 965	0,023 %	Trinité et Tobago	119 255	0,061 %
Paraguay	99 705	0,051 %	Tunisie	244 375	0,125 %
Pays Bas	5 986 210	3,062 %	Turquie	1 908 080	0,976 %
Pérou	375 360	0,192 %	Ukraine	809 370	0,414 %
Philippines	666 655	0,341 %	Union européenne <sup>1</sup>	0	0,000 %
Pologne	2 207 195	1,129 %	Uruguay	103 615	0,053 %
Portugal	922 760	0,472 %	Vanuatu	29 325	0,015 %
Qatar	551 310	0,282 %	Venezuela, République bolivarienne du	725 305	0,371 %
République centrafricaine	29 325	0,015 %	Viet Nam	856 290	0,438 %
République démocratique du Congo	87 975	0,045 %	Zambie	62 560	0,032 %
République démocratique populaire Lao	29 325	0,015 %	Zimbabwe	39 100	0,020 %
République dominicaine	154 445	0,079 %	<b>TOTAL</b>	<b>195 500 000</b>	<b>100,000 %</b>
République kirghize	35 190	0,018 %			

<sup>1</sup> Les contributions des États Membres de l'Union européenne sont versées individuellement par les États Membres.

# Abréviations

ACPr	Accord commercial préférentiel	MEPC	Mécanisme d'examen des politiques commerciales
ACR	Accord commercial régional	MIC	Mesures concernant les investissements et liées au commerce
ADPIC	Aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce	MNT	Mesures non tarifaires
AEM	Accord environnemental multilatéral	NPF	Clause de la nation la plus favorisée
AGCS	Accord général sur le commerce des services	OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
AMNA	Accès aux marchés pour les produits non agricoles	OIT	Organisation Internationale du Travail
AMP	Accord sur les marchés publics	OMPI	Organisation mondiale de la propriété intellectuelle
ASEAN	Association des nations de l'Asie du Sud-Est	ONG	Organisation non gouvernementale
ATI	Accord sur les technologies de l'information	ORD	Organe de règlement des différends
CCD	Comité du commerce et du développement	OTC	Obstacles techniques au commerce
CCI	Chambre de commerce internationale	PDD	Programme de Doha pour le développement
CIR	Cadre intégré renforcé	PDINPA	Pays en développement importateurs nets de produits alimentaires
CNC	Comité des négociations commerciales	PEV	Petite économie vulnérable
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	PIB	Produit intérieur brut
EPC	Examen des politiques commerciales	PMA	Pays les moins avancés
STDF	Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce	PME	Petites et moyennes entreprises
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	SH	Système harmonisé
GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce	SMC	Subventions et mesures compensatoires
IFCT	Institut de formation et de coopération technique	SPS	Mesures sanitaires et phytosanitaires
IG	Indications géographiques	UE	Union européenne
ISO	Organisation internationale de normalisation	UIP	Union interparlementaire
ITC	Centre du commerce international	UIT	Union internationale des télécommunications

0 : zéro ou chiffre arrondi à zéro.

1 milliard signifie 1 000 millions.

Les chiffres étant arrondis, il peut y avoir une légère différence entre la somme des chiffres et le total indiqué.

Sauf indication contraire, (i) toutes les valeurs sont exprimées en dollars EU ; (ii) les chiffres du commerce comprennent les échanges entre les membres des zones de libre-échange, des unions douanières, des associations régionales et autres groupements de pays.

## Note

Le présent rapport examine les activités de l'OMC en 2013. Le mot « pays » est souvent utilisé pour désigner les Membres de l'OMC bien que certains Membres soient officiellement des « territoires douaniers » et pas nécessairement des pays au sens habituel du terme.

# Autres renseignements

Le site Web de l'OMC contient d'autres renseignements sur l'Organisation et ses activités : [www.wto.org/fr](http://www.wto.org/fr).

Des renseignements généraux sur l'OMC sont disponibles dans les publications suivantes, qui peuvent être téléchargées gratuitement à partir du site Web :

## L'OMC en quelques mots

Un point de départ pour trouver des renseignements essentiels sur l'Organisation mondiale du commerce. Concise et pratique, cette petite brochure constitue une introduction idéale à l'OMC.

## Dix choses que l'OMC peut faire

Cette nouvelle brochure met en lumière certains des avantages du système commercial, sans pour autant prétendre que tout est parfait – sinon, il ne serait pas nécessaire de continuer à négocier, ni d'adapter et de réformer constamment le système. Elle remplace « Les dix avantages du système commercial de l'OMC » et « Dix malentendus fréquents au sujet de l'OMC ».

## Comprendre l'OMC

Spécialement conçue pour les non-spécialistes, Comprendre l'OMC décrit brièvement l'Organisation, ce qu'elle est, pourquoi elle a été créée, comment elle fonctionne et ce qu'elle fait. Plus complète que L'OMC en quelques mots, cette publication traite des Accords de l'OMC, du processus de règlement des différends, des négociations du Cycle de Doha et de nombreuses autres questions.

## Librairie en ligne

Vous pouvez commander les publications imprimées à la librairie en ligne de l'OMC : <http://onlinebookshop.wto.org>.

De nombreuses publications peuvent être téléchargées gratuitement à partir du site Web de l'OMC : [www.wto.org/fr](http://www.wto.org/fr).

Vous pouvez vous inscrire pour être avertis gratuitement de la parution de nouveaux titres.

# Télécharger l'application

Le Rapport annuel 2014 de l'OMC est également disponible sous forme d'application. Il peut être téléchargé depuis l'App Store, Google Play ou Amazon pour votre tablette iPad, Android ou Kindle. L'application comprend, en plus du texte intégral du Rapport annuel, des vidéos, des galeries de photos, des graphiques, des podcasts et des cartes interactives.



La page d'accueil vous indique comment parcourir l'application.



Rendez-vous au menu pour accéder à une section donnée.



Sélectionnez une vidéo en touchant le bouton de lecture.



Faites glisser votre doigt vers le haut pour faire défiler la page. Touchez le menu en bas à droite pour retourner à la table des matières.



Touchez le carré bleu pour ouvrir un graphique.



Sélectionnez une région en touchant le cercle bleu.

# Crédits photo

Photos de couverture (dans le sens des aiguilles d'une montre depuis la gauche): iStockphoto/Henrik5000; © WTO/ANTARA; © iStockphoto/small\_frog; © Getty Images/hadynyah; © WTO/ANTARA; © Getty Images/Omer Yurdakul Gundogdu.

Pages 3, 24, 42: © WTO/Edmundo Murray

Page 4: © WTO/Serge Marin-Pache; © WTO/Serge Marin-Pache; © WTO/Edmundo Murray; © WTO/Serge Marin-Pache; © WTO/Jessica Genoud; © WTO/Studio Casagrande

Page 5: © WTO/Studio Casagrande; © WTO/Tania Tang; © WTO/Susana Villalba; © WTO/Studio Casagrande; © WTO/ANTARA

Pages 6, 7, 10, 11, 20, 41, 103, 127, 128: © WTO/ANTARA

Page 12: © WTO/ANTARA; © WTO/Edmundo Murray; © WTO/Edmundo Murray

Page 14: © WTO/Edmundo Murray; © WTO/ANTARA

Page 15: © WTO/Edmundo Murray; © WTO/ANTARA

Page 16 (dans le sens des aiguilles d'une montre depuis la gauche): © Damien Knowles; © alexskopje; © Shutterstock/Tom Frankland Photography; © Tim Griffith/NBBJ Architects.

Page 17 (dans le sens des aiguilles d'une montre depuis le haut): © WTO/Edmundo Murray; © WTO/ANTARA; © WTO/Edmundo Murray; © Norman Kin Hang Chan.

Pages 27, 125, 134, 143, 145: © WTO/Serge Marin-Pache

Page 29: © Getty Images/Mark de Leeuw

Page 30: © Dreamstime/Steven Frame

Page 32: © Getty Images/Purestock

Page 33: © Cultura Creative/Alamy

Page 35: © Indiascape/Alamy

Page 37: © Getty Images/Echo

Page 38: © Getty Images/Quavondo

Page 39: © iStockphoto/MayaCom

Pages 45, 100, 108, 109, 118, 121: © WTO/Studio Casagrande

Page 47: © imageBROKER/Alamy

Page 50: © Getty Images/Indeed

Page 52: © Getty Images/Ron Levine

Page 58: © Getty Images/Bloomberg

Page 62: © iStockphoto/baranozdemir

Page 65: © Getty Images/Phil Boorman

Page 68: © Getty Images/Glowimages

Page 76 (dans le sens des aiguilles d'une montre depuis le haut): © Getty Images/Bloomberg; © Getty Images/Bloomberg; © Getty Images/Frans Lemmens; © Getty Images/Bloomberg; © Getty Images/picturegarden; © Alex Bryce – PROMPERÚ; © Getty Images/Bloomberg; © Getty Images/Gilles Mingasson.

Page 77 (dans le sens des aiguilles d'une montre depuis le haut): © Tomislav Georgiev/World Bank; © Getty Images/Bloomberg; © Getty Images/Cancan Chu; © Getty Images/The Asahi Shimbun; © Getty Images/Chau Doan; © Getty Images/Bloomberg; © Getty Images/AFP.

Page 81: © iStockphoto/Peeter Viisimaa.

Page 82: © iStockphoto/PapaBear.

Pages 84, 97: © WTO/Judaline Cowell.

Page 99: © WTO/Kristian Skeie.

Page 105: © iStockphoto/AM29.

Page 111: © EIF.

Page 116: © WTO/Dolores Halloran.

Page 123: © Indonesian Parliament.

Page 135: © WTO/Marion Jansen.

Page 138: © Brigida González.

Page 141: © WTO/Edmundo Murray; © WTO/Serge Marin-Pache.

Page 147: © WTO/Susana Villalba.

ISBN 978-92-870-3910-1

Imprimé par le Secrétariat de l'OMC.

Maquette conçue par Zephyr.

Mise en page des versions française et espagnole par Hans Christian Weidmann.

© Organisation mondiale du commerce 2014.

Le Rapport annuel est également disponible en anglais et en espagnol.



Organisation mondiale du commerce  
Centre William Rappard  
154, rue de Lausanne  
CH-1211 Genève 21  
Suisse  
Tél. standard: +41 (0)22 739 51 11  
Fax: +41 (0)22 731 42 06  
email: [enquiries@wto.org](mailto:enquiries@wto.org)  
Site web: [www.wto.org/fr](http://www.wto.org/fr)

ISBN 978-92-870-3910-1

